

FCPI IR NEXTSTAGE CAP 2018

NOTE FISCALE

[30/08/2012]

La présente note doit être considérée comme un résumé du régime fiscal applicable au Fonds Commun de Placement dans l'Innovation ("**FCPI**") dénommé "**IR NEXTSTAGE CAP 2018**" (le "**Fonds**") découlant des dispositions légales et réglementaires en vigueur à la date de l'agrément du Fonds par l'Autorité des Marchés Financiers ("**l'AMF**").

Toutefois, il est précisé que les informations contenues dans la présente note sont susceptibles d'évoluer notamment en fonction des évolutions réglementaires et fiscales qui pourraient intervenir postérieurement à son établissement et que le traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque souscripteur. Les investisseurs potentiels sont donc invités à consulter leurs propres conseils préalablement à leur investissement dans le Fonds, notamment afin d'appréhender leur situation fiscale particulière.

Le Fonds permet à ses porteurs de parts de catégorie A de bénéficier sous certaines conditions d'avantages fiscaux décrits au II ci-après.

L'AMF n'a pas vérifié ni confirmé les informations contenues dans cette note fiscale. L'agrément de l'AMF ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement de ces dispositifs fiscaux. Cela dépendra notamment du respect par le Fonds de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous détiendrez vos parts et de votre situation individuelle.

NB : Il est précisé que la réduction d'impôt sur le revenu dont peuvent bénéficier les porteurs de parts à l'occasion de la souscription de parts du Fonds, qui est décrite dans la présente note fiscale, n'est possible sur les revenus de 2012 (IR du en 2013) que pour toute souscription faisant l'objet d'un règlement-livraison au plus tard le 31 décembre 2012.

En l'état de la législation à la date de publication de la présente note fiscale, le dispositif de réduction d'IR décrit au II ci-dessous prend fin au 31 décembre 2012.

I. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET FISCALES DE COMPOSITION DE L'ACTIF DU FONDS

Le Fonds permet à ses porteurs de parts de bénéficier sous certaines conditions :

- D'une réduction d'impôt sur le revenu ("**IR**") définie à l'article 199 terdecies-0 A du Code général des impôts ("**CGI**"), dès lors que la souscription et la libérations intégrales des parts ont lieu au plus tard le 31 décembre 2012, et

- D'une exonération d'IR sur les revenus perçus du Fonds et sur les plus-values réalisées lors de la cession des parts du Fonds, définie aux articles 163 *quinquies* B et 150-0 A III du CGI.

En application des dispositions précitées, pour bénéficier de ces avantages fiscaux, le Fonds doit investir un pourcentage de son actif (**I.1**) dans des sociétés répondant aux critères d'innovation visés à l'article L.214-30 du Code monétaire et financier ("**CMF**") (**I.2**) et respectant la réglementation relative aux aides d'État (**I.3**).

I.1 Le Quota d'Investissement du Fonds

Pour faire bénéficier ses porteurs de parts des avantages fiscaux relatifs à l'IR, l'actif du Fonds doit être investi pour 60% au moins (le « **Quota Innovant** ») dans des Sociétés Innovantes, telles que décrites ci-dessous au I.2, qui doivent en outre respecter la réglementation relative aux aides d'État telle que décrite à l'article I.3.

Par ailleurs, l'actif du Fonds devra être constitué, pour 40% au moins, de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital ou de titres reçus en contrepartie d'obligations converties de Sociétés Innovantes.

I.2 Les Sociétés Innovantes

A. L'actif du Fonds doit être constitué, pour soixante (60%) au moins, de titres financiers, parts de société à responsabilité limitée et avances en compte-courant, tels que définis au 1° et au a du 2° de l'article L.214-28 du CMF émises par des sociétés (les "**Sociétés Innovantes**") qui remplissent les conditions suivantes (les "**Critères d'Innovation**") :

1. elles ont leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;
2. elles sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou en seraient passibles dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France;
3. elles comptent au moins deux (2) et au plus deux mille (2.000) salariés;
4. leur capital n'est pas détenu majoritairement, directement ou indirectement, par une ou plusieurs personnes morales ayant des liens de dépendance. Ces liens sont réputés exister :
 - lorsque l'une détient directement ou par personne interposée la majorité du capital social de l'autre ou y exerce de fait le pouvoir de décision ;
 - ou bien lorsqu'elles sont placées l'une et l'autre dans les conditions définies à l'alinéa précédent sous le contrôle d'une même tierce société.
5. elles ont une activité innovante. Cette condition sera satisfaite si la société remplit une des deux conditions ci-dessous :
 - (i) avoir réalisé, au cours de l'exercice précédent, des dépenses de recherche, définies aux a à g du II de l'article 244 quater B du CGI, représentant au moins quinze (15)% des charges fiscalement déductibles au titre de cet exercice ou, pour les entreprises industrielles, au moins dix (10)% de ces mêmes charges. Il est précisé qu'ont un caractère industriel les entreprises exerçant une activité qui concourt directement à la fabrication de produits ou à la transformation de matières premières ou de produits semi-finis en produits fabriqués et pour lesquelles le rôle des installations techniques, matériels et outillage mis en œuvre est prépondérant ;
 - (ii) ou justifier de la création de produits, procédés ou techniques dont le caractère innovant et les perspectives de développement économique sont reconnus, ainsi que le besoin de financement correspondant.
6. elles exercent exclusivement une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence

d'un tarif réglementé de rachat de la production, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 0 quater du Code général des impôts et des activités immobilières (étant précisé que les exclusions relatives à l'exercice d'une activité financière ou immobilière ne sont pas applicables aux entreprises solidaires mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du Code du travail) et à l'exclusion de l'activité de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil.

7. leurs actifs ne sont pas constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de courses ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools.
8. les souscriptions à leur capital confèrent aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la société.
9. elles n'accordent aucune garantie en capital à leurs associés en contrepartie de leurs souscriptions.
10. elles n'ont pas procédé au cours des douze derniers mois au remboursement, total ou partiel, d'apports.

B. Sont également éligibles au Quota d'Investissement, mais dans la limite de quinze (15)% de l'actif, les avances en compte courant consenties pour la durée de l'investissement à des Sociétés Innovantes dans lesquelles le fonds détient au moins cinq (5)% du capital.

C. Sont également éligibles au Quota d'Investissement, dans la limite de vingt (20)% de l'actif pour ceux admis aux négociations sur un Marché réglementé, les titres de capital, ou donnant accès au capital, admis aux négociations sur un Marché d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen (un "**Marché**"), émis par des sociétés qui remplissent les Critères d'Innovation et dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros. La capitalisation boursière est évaluée selon la moyenne des cours d'ouverture des soixante jours de bourse précédant celui de l'investissement.

D. Sont également éligibles au Quota d'Investissement et sous réserve du respect de la limite de vingt (20)% visée au C. ci-dessus, les titres de capital ou donnant accès au capital émis par les sociétés qui remplissent les conditions suivantes :

1. la société satisfait les Critères d'Innovation ; étant précisé que la condition prévue au (ii) du 5 du I.2.A. est appréciée par Oséo-Innovation au niveau de la société holding, au regard de son activité et de celle de ses filiales mentionnées au 3. ci-dessous ;
2. la société a pour objet social la détention de participations remplissant les conditions mentionnées au 3. ci-dessous et peut exercer une activité industrielle ou commerciale au sens de l'article 34 du CGI,
3. la société détient exclusivement des participations représentant au moins soixante-quinze (75)% du capital de sociétés :
 - (i) dont les titres sont de la nature de ceux mentionnés au 1 et 3 de l'article L.214-28 du CMF,
 - (ii) qui remplissent les conditions mentionnées au 1 à 2 et 6 à 10 du I.2.A. ci-dessus,
 - (iii) qui ont pour objet α) la conception ou la création, de produits, de procédés ou de techniques répondant à la condition mentionnée au (ii) du 5 du I.2.A. ci-dessus ou β) l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale.
4. la société détient, au minimum, une participation dans une société mentionnée au 3. du présent paragraphe dont l'objet social est la conception ou la création de produits, de procédés ou de techniques répondant à la condition mentionnée au (ii) du 5 du I.2.A.

Pour ces sociétés, un décret précise les modalités de calcul de la condition relative à l'effectif prévue au I.2.A.3 et d'appréciation de la condition d'exclusivité de la détention des participations mentionnée au 3. du présent D.

E. Par ailleurs, l'actif du Fonds devra être constitué, pour 40% au moins, de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital ou de titres reçus en contrepartie d'obligations converties de Sociétés Innovantes.

I.3 Conformité à la réglementation relative aux aides d'État.

Par ailleurs, les Sociétés Innovantes éligibles au Quota d'investissement devront respecter le règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission, du 15 décembre 2006, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis* ou du règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission, du 20 décembre 2007, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis* dans le secteur de la production de produits agricoles, à moins qu'elles satisfassent l'ensemble des conditions suivantes :

- a) Être une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) ;
- b) être en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion au sens des lignes directrices communautaires concernant les aides d'État visant à promouvoir les investissements en capital-investissement dans les petites et moyennes entreprises (2006/ C 194/02),
- c) ne pas être qualifiable d'entreprise en difficulté au sens des lignes directrices communautaires concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté (2004/C 244/02) et ne pas relever des secteurs de la construction navale, de l'industrie houillère ou de la sidérurgie,
- d) ne pas recevoir au titre de souscriptions réalisées dans le cadre des dispositifs visés aux articles 885-0 V bis et 199 terdecies-0 A du CGI un montant de versements supérieur à un montant fixé par décret restant à paraître au jour de l'établissement de la présente note et qui ne peut dépasser le plafond autorisé par la Commission européenne s'agissant des aides d'État visant à promouvoir les investissements en capital-investissement dans les petites et moyennes entreprises ou les entreprises innovantes.

II. ASPECTS FISCAUX CONCERNANT LES INVESTISSEURS PERSONNES PHYSIQUES

II.1. Avantages fiscaux liés à la souscription des parts du Fonds

Conformément au règlement du Fonds, les investisseurs s'engagent par écrit, de façon ferme et irrévocable, à souscrire une somme correspondant au montant de leur souscription, au travers d'un bulletin de souscription.

II.1.1. Réduction d'impôt sur le revenu ("IR")

L'article 199 terdecies-0 A du CGI prévoit dans son paragraphe VI que les versements effectués jusqu'au 31 décembre 2012, par des **personnes physiques domiciliées fiscalement en France**, pour la souscription de parts de FCPI ouvrent droit à une réduction d'IR.

L'attention des investisseurs potentiels du Fonds est attirée sur le fait que seules les souscriptions qui auront été envoyées et libérées intégralement au plus tard à cette date pourront bénéficier, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues dans la Note fiscale, de la réduction d'IR due au titre des revenus de 2012 et recevront l'attestation fiscale correspondante.

L'assiette de calcul de la réduction d'IR est constituée par le total des versements effectués au cours d'une même année civile au titre de l'ensemble des souscriptions de parts A du Fonds (droits ou frais d'entrée exclus).

Conformément aux dispositions de l'article 199 terdecies-0 A du CGI dans sa version en vigueur à la date de publication de la présente note fiscale :

- les versements sont retenus (droits ou frais d'entrée exclus) dans la limite annuelle de douze mille (12.000) euros pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, et de vingt-quatre mille (24.000) euros, tous FCPI confondus, pour les contribuables mariés et soumis à une imposition commune.
- la réduction d'IR est égale à dix-huit (18)% de la base ainsi définie (droits ou frais d'entrée exclus), soit un maximum de deux mille cent soixante (2.160) euros pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, et de quatre mille trois cent vingt (4.320) euros pour les contribuables mariés et soumis à une imposition commune (sous réserve de la mise en œuvre du plafonnement global des avantages fiscaux procurés par certains crédits ou réductions d'impôt sur le revenu, décrit ci-après).
- L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait que le dispositif fiscal de réduction d'IR est susceptible d'évoluer postérieurement à la date d'agrément du Fonds. En effet, la réduction d'IR éventuellement obtenue du fait de la souscription des parts A du Fonds et de tout autre dispositif fiscal pourrait être plafonnée à 10.000 euros par an et par foyer fiscal, compte tenu des annonces faites par le candidat François Hollande.

La réduction d'IR s'impute sur le montant de l'IR déterminé dans les conditions prévues à l'article 197 I° 5 du CGI.

La réduction d'IR est soumise au respect des conditions suivantes :

- 1/ les parts du Fonds doivent être souscrites par le porteur et non acquises par lui (les acquisitions de parts précédemment émises n'ouvrent en effet pas droit à la réduction d'IR),
- 2/ le porteur de parts personne physique résident fiscal français doit prendre l'engagement de conserver les parts du Fonds reçues en contrepartie de son Bulletin de souscription IR pendant une durée de 5 ans au moins à compter de sa souscription,
- 3/ le porteur de parts, son conjoint et leurs ascendants et descendants, ne doivent pas détenir ensemble plus de dix (10) % des parts du Fonds, et directement ou indirectement, plus de vingt-cinq (25) % des droits dans les bénéficiaires des sociétés dont les titres figurent à l'actif du Fonds, ou avoir détenu ce pourcentage à un moment quelconque au cours des cinq (5) années précédant la souscription des parts du Fonds.

La réduction d'IR obtenue fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle le Fonds ou le contribuable cesse de remplir les conditions visées à l'article L.214-30 du CMF et au paragraphe ci-dessus.

Toutefois, la réduction d'IR demeure acquise, pour les cessions de parts intervenues avant l'expiration du délai de cinq (5) ans, en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement de la 2^{ème} ou la 3^{ème} des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, ou du décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que conformément au règlement du Fonds, les demandes de rachat sont bloquées pendant toute la durée de vie du Fonds, soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018.

La donation est par ailleurs sans incidence sur les réductions d'impôt précédemment obtenues par le donateur sous réserve de la poursuite de l'engagement de conservation des titres par le donataire.

Par ailleurs, l'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que la réduction d'IR est également conditionnée par les éléments suivants :

- Plafonnement global des avantages fiscaux procurés par certains crédits ou réductions d'impôt sur le revenu: la réduction d'impôt accordée au titre de la souscription de parts de FCPI doit être comptabilisée dans le calcul du plafonnement global de certains avantages fiscaux visés à l'article 200-0 A du CGI. L'avantage global obtenu sur l'IR du fait de ces avantages fiscaux est limité, par foyer fiscal et pour les revenus 2012, à la somme des deux montants suivants : 18.000 euros et 4% du revenu imposable selon le barème progressif de l'IR. Le souscripteur devra donc s'assurer de la pertinence de son investissement au regard des avantages fiscaux qui pourraient être obtenus par ailleurs par le foyer fiscal.
- Obligations déclaratives du souscripteur : pour bénéficier de la réduction d'IR au titre de sa souscription des parts du Fonds, le contribuable doit joindre à sa déclaration de revenus, (a) une copie de son bulletin de souscription mentionnant l'engagement de conservation de ses parts pendant cinq (5) ans, sur lequel il déclare ne pas détenir avec les membres de son groupe familial (i) plus de 10 % des parts du Fonds et, (ii) directement ou indirectement, plus de 25% des droits dans les bénéficiaires des sociétés dont les titres figurent à l'actif du fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription des parts, et (b) l'état individuel qui lui sera adressé au plus tard le 16 février de l'année qui suit sa souscription.

II.2. Avantages fiscaux liés aux produits et plus-values du Fonds

Les porteurs de parts, **personnes physiques, résidents fiscaux en France** pourront :

- **être exonérés d'IR (en application de l'article 163 quinquies B du CGI) à raison des sommes ou valeurs auxquelles donnent droit les parts du Fonds, à condition :**
 - de respecter un engagement de conservation des parts souscrites pendant une durée de 5 ans à compter de leur souscription,
 - que les sommes ou valeurs réparties par le Fonds soient immédiatement réinvesties dans le Fonds et demeurent indisponibles pendant la période de 5 ans susmentionnée,
 - de ne pas détenir, avec son conjoint et leurs ascendants et descendants plus de vingt-cinq (25) % des droits dans les bénéficiaires des sociétés dont les titres figurent à l'actif du Fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la souscription des parts du Fonds,

- **sous les mêmes conditions que ci-dessus, être exonérés de l'impôt sur les plus-values réalisées tant à l'occasion de la cession ou du rachat des parts du Fonds à l'expiration de l'engagement de conservation en application de l'article 150-0 A III 1 du CGI.**

En cas de non-respect de l'un de ces engagements ou conditions, les revenus précédemment exonérés seront ajoutés au revenu imposable de l'investisseur personne physique et les plus-values exonérées seront imposées selon le régime de droit commun.

Toutefois, l'exonération applicable en matière de produits demeure en cas de manquement du fait de la rupture de l'engagement de conservation des parts, notamment en cas de cession ou de rachat de parts, lorsque le porteur ou son conjoint soumis à une imposition commune se trouve dans l'une des quatre situations suivantes : invalidité correspondant au classement de la 2^{ème} ou de la 3^{ème} catégorie prévue à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, décès, départ à la retraite, licenciement. La plus-value de rachat ou de cession des parts sera néanmoins soumise à imposition en cas de survenance de l'une de ces quatre situations.

Les distributions de revenus, d'avoirs et les plus values réalisées demeurent soumis aux prélèvements sociaux (CSG – CRDS – Prélèvement social – RSA) de 15,5 % à la date de publication de la présente note fiscale.

* * *